



Numéro PPQ/

lundi 5 décembre 2016

Les grands titres:

- Syrie : un projet de résolution rejeté par le Conseil de sécurité en raison du veto de la Russie et de la Chine
- RDC : le Conseil de sécurité reste préoccupé par le risque de déstabilisation dû à la crise politique
- Centrafrique : les victimes présumées d'abus sexuels ont identifié 41 Casques bleus, selon l'enquête de l'ONU
- L'ONU appelle à préserver la santé des sols pour garantir la production alimentaire
- Journée des volontaires : Ban Ki-moon salue leur action citoyenne mondiale
- L'ONU et ses partenaires lancent un appel de fonds humanitaire de 22,2 milliards de dollars pour 2017
- Le HCR appelle l'Union européenne à renforcer son action en faveur des réfugiés
- Maldives : préoccupée par les divisions, l'ONU appelle au dialogue
- Gambie : l'ONU félicite la population pour le déroulement pacifique du scrutin présidentiel

Syrie : un projet de résolution rejeté par le Conseil de sécurité en raison du veto de la Russie et de la Chine



Le 1er décembre 2016, deux garçons se réchauffent auprès d'un feu dans un entrepôt à Jibrein, en Syrie, qui accueille des familles déplacées par les combats à l'est d'Alep. Photo UNICEF/Al-Issa

5 décembre - Un projet de résolution demandant une trêve à Alep, en Syrie, a été rejeté lundi par le Conseil de sécurité de l'ONU en raison du veto mis par deux membres permanents du Conseil, la Russie et la Chine.

Le Venezuela, membre non-permanent, a également voté contre ce texte soumis par l'Espagne, l'Egypte et la Nouvelle-Zélande. L'Angola s'est abstenu.

Le projet de résolution déclarait notamment que toutes les parties au conflit syrien devaient mettre fin dans les 24 heures à toutes les attaques menées dans la ville d'Alep, sans exception et quelles que soient les armes utilisées, de façon à ce que les besoins humanitaires urgents puissent être satisfaits, pour une période de 7 jours.

Il exigeait aussi que toutes les parties autorisent le personnel humanitaire de l'ONU et de ses partenaires d'exécution à accéder immédiatement, durablement, en toute sécurité et sans entrave à l'ensemble de la ville d'Alep et qu'elles facilitent cet accès.

Le texte exigeait également que toutes les parties procèdent immédiatement à la cessation des hostilités et veillent à sa pleine mise en œuvre, et qu'elles donnent suite notamment à la demande tendant à permettre aux organismes humanitaires un accès rapide, sûr et sans entrave à l'ensemble du territoire syrien.

Il y a deux mois, le 8 octobre 2016, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU n'étaient également pas parvenus à se mettre d'accord sur deux projets de résolution ayant pour objectif de mettre fin au conflit en Syrie.



Le premier projet de résolution soumis au vote par la France et l'Espagne avait été rejeté en raison du veto de la Russie. Ce texte appelait à la cessation des bombardements à Alep. Le deuxième projet de résolution soumis au vote par la Russie avait également été rejeté car n'ayant pas obtenu suffisamment de votes favorables. Ce texte appelait à une cessation des hostilités mais sans demander spécifiquement un arrêt des bombardements à Alep.

RDC : le Conseil de sécurité reste préoccupé par le risque de déstabilisation dû à la crise politique



Une femme écrase du manioc pour produire de la farine, dans la province du Bas-Congo, en République démocratique du Congo (RDC). Photo UNICEF/Olivier Asselin

5 décembre - Le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré lundi qu'il restait préoccupé par le risque de déstabilisation que l'absence de règlement rapide et consensuel de la crise politique actuelle fait peser sur la République démocratique du Congo (RDC) et la région dans son ensemble, comme en témoignent les violences des 19 et 20 septembre 2016.

Dans une déclaration publiée par la Présidence du Conseil, les membres du Conseil de sécurité se sont dits encouragés par l'engagement unanime des acteurs congolais à empêcher cette déstabilisation et à continuer de tenir des discussions ouvertes à tous afin de parvenir à un large consensus, en vue de l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, justes, crédibles, ouvertes à tous, transparentes, pacifiques et dans les meilleurs délais, menant à une transmission pacifique du pouvoir.

Le Conseil de sécurité, qui a effectué une visite en RDC du 11 au 13 novembre, a demandé aux groupes politiques qui n'ont pas signé l'accord politique conclu le 18 octobre 2016 de continuer à participer au dialogue.

Il a salué les efforts de médiation actuellement menés par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et a demandé à tous les acteurs politiques de continuer à collaborer, de bonne foi et dans un esprit de compromis, à la recherche d'une solution politique rapide, avant le 19 décembre, qui ouvre la voie à la tenue le plus rapidement possible d'élections.

Les membres du Conseil ont demandé aux autorités de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier le droit de réunion pacifique, et de faire preuve de la plus grande retenue dans leur réaction aux manifestations. Ils ont exhorté les forces de l'opposition, de leur côté, à se montrer responsables en assurant le caractère pacifique de leurs rassemblements.

Le Conseil a souligné l'importance que le gouvernement congolais et ses partenaires nationaux prennent toutes les mesures nécessaires pour accélérer la préparation des élections sans plus attendre, notamment en hâtant la révision des listes électorales.

Il s'est dit profondément préoccupé par la situation humanitaire qui continue de toucher durement la population civile dans l'est du pays et par la persistance des violences dans cette région, en particulier dans la province du Nord-Kivu, où près de 840.000 personnes étaient déplacées au 30 septembre 2016 et où plus de 700 civils ont été tués depuis octobre 2014.

Lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité par téléconférence ce lundi, le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Maman Sambo Sidikou, a noté qu'à deux semaines de la fin constitutionnelle du deuxième et dernier mandat du Président Kabila, « la situation politique demeure incertaine et volatile ».

« Les bons offices menés par la CENCO depuis début novembre avec l'aval du Président Kabila et qui avaient suscités beaucoup d'espoir pour une sortie paisible

de l'impasse politique s'amenuisent », a-t-il ajouté.

Selon lui, « les positions des acteurs clés notamment de la Majorité Présidentielle et du Rassemblement n'ont pas sensiblement évolués ». « Alors que la Majorité Présidentielle continue de rejeter le principe d'un deuxième dialogue, le Rassemblement insiste sur la tenue d'un dialogue 'réellement inclusive ' », a-t-il souligné.

Centrafrique : les victimes présumées d'abus sexuels ont identifié 41 Casques bleus, selon l'enquête de l'ONU



Des véhicules de la MINUSCA en République centrafricaine.
Photo ONU/Nektarios Markogiannis

5 décembre - Les victimes présumées d'actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des soldats de la paix des contingents burundais et gabonais déployés à Dekoa, dans la préfecture de Kemo, en République centrafricaine, ont identifié 41 Casques bleus, selon l'enquête menée par le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI).

Le BSCI a mené des enquêtes conjointes avec des enquêteurs nationaux burundais et gabonais depuis avril 2016 sur ces allégations liées à des incidents remontant à 2014 et 2015.

« Les enquêteurs se sont surtout appuyés sur les témoignages de victimes et témoins présumés, étant donné l'absence de preuves médicales, médico-légales ou autres. Cela était dû au fait que la majorité des allégations faisaient référence à des incidents survenus il y a un an ou plus », a dit le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU lors d'un point de presse lundi.

Au total, 139 victimes présumées ont été interrogées. « Un total de 41 auteurs présumés (16 du Gabon et 25 du Burundi) ont été identifiés par 45 personnes interrogées; 8 personnes n'ont pas été en mesure d'identifier les auteurs à l'aide d'un tableau photographique ou d'autres preuves mais ont pu décrire certains traits distinctifs; 83 n'étaient pas en mesure d'identifier les auteurs ou de fournir des preuves; et trois récits ont été considérés comme peu fiables. Au total 25 mineurs ont affirmé avoir été victimes de violence sexuelle. Au total, huit demandes de paternité ont été déposées, dont six par des mineurs », a précisé le porte-parole, Stéphane Dujarric.

Le rapport d'enquête du BSCI a été communiqué aux deux Etats membres, y compris les noms des auteurs présumés de crimes. « L'ONU a demandé des mesures judiciaires appropriées pour assurer la responsabilité pénale », a précisé M. Dujarric.

« Il incombe au Burundi et au Gabon de mener d'autres enquêtes. L'Organisation des Nations Unies a demandé aux autorités burundaises et gabonaises d'examiner les conclusions du BSCI et de procéder à des entretiens avec les auteurs présumés qui ont été renvoyés de la République centrafricaine avant que les allégations ne soient faites. L'ONU a demandé que les rapports d'enquête nationaux définitifs soient transmis d'urgence », a-t-il ajouté.

« Les auteurs présumés, si les allégations portées contre eux sont étayés et, le cas échéant, leurs commandants, ne seront pas de nouveau admis dans des opérations de maintien de la paix », a-t-il encore dit.

Le porte-parole a rappelé que la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) a renforcé ses mesures de prévention et son action de sensibilisation auprès des communautés et des soldats de la paix à travers le pays. La Mission surveille également régulièrement les conditions et le comportement du personnel de la mission et a établi un partenariat avec les organismes des Nations Unies et des partenaires en République centrafricaine qui fournissent une

assistance psychosociale, médicale et juridique aux victimes d'exploitation et d'abus sexuels.

« Les Nations Unies condamnent avec la plus grande fermeté tous les actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des soldats de la paix ou tout autre personnel des Nations Unies et veillent à ce que les auteurs de ces actes odieux soient traduits en justice », a déclaré M. Dujarric.

L'ONU appelle à préserver la santé des sols pour garantir la production alimentaire



Des pousses de fèves. Photo
FAO/Claudia Nicola

5 décembre - En cette Journée mondiale des sols, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé qu'il fallait accorder une plus grande attention aux questions urgentes concernant les sols, y compris les changements climatiques, la résistance aux antimicrobiens, les maladies transmises par le sol, la contamination, la nutrition et la santé de l'homme.

« Dans un monde moderne où la population ne cesse de croître, les villes de s'étendre, le climat de changer et les besoins alimentaires d'augmenter, il nous faut de toute urgence préserver la santé des sols pour veiller à ce qu'ils continuent de rendre des services essentiels », a dit M. Ban dans un message.

Selon lui, des systèmes et des pratiques de gestion durable permettront de libérer pleinement le potentiel des sols, d'appuyer la production alimentaire, le stockage et la fourniture d'eau potable, de préserver la diversité biologique, de piéger plus de carbone et d'accroître la résilience face aux changements climatiques.

« Une gestion durable des sols accélérera également les progrès en ce qui concerne le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Il faudrait en faire une norme mondiale pour optimiser l'utilisation des sols dans l'immédiat et les protéger à long terme », a-t-il ajouté.

Cette année, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a dédié cette Journée internationale aux légumineuses.

« Les légumineuses sont des cultures résilientes sur le plan environnemental qui offrent des aliments très nutritifs aux populations et des nutriments essentiels aux écosystèmes biologiques. De leur côté, les sols, des ressources non-renouvelables, sont indispensables à la vie végétale et comptent pour 95% de l'approvisionnement alimentaire mondial », a noté l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

« Les légumineuses telles que les lentilles, les haricots secs et les pois chiches sont des plantes fixatrices d'azote qui peuvent être bénéfiques pour les sols, en améliorant leurs conditions de croissance ainsi que celles des autres plantes. En moyenne, les récoltes des céréales cultivées après les légumineuses sont plus abondantes, 1,5 tonne supplémentaire par hectare (soit l'équivalent de 100 kilos d'engrais azoté) que celles qui n'ont pas été précédées par des légumineuses », a ajouté la FAO.

Lundi, le Conseil de la FAO, qui représente les Etats membres de l'agence, a approuvé les Directives volontaires pour la gestion durable des ressources en sols, un ensemble de recommandations politiques et techniques visant à protéger la plus importante réserve de carbone terrestre au monde. Ces directives, qui seront mises en œuvre à tous les niveaux, seront indispensables afin de favoriser la gestion durable des sols et d'en améliorer la santé.

Journée des volontaires : Ban Ki-moon salue leur action citoyenne mondiale



Des réfugiés, principalement de Syrie, d'Iraq et d'Afghanistan sont aidés par des volontaires alors qu'ils débarquent près de Scala, sur l'île de Leros, en Grèce.

Photo: Ashley Gilbertson / VII Photo pour l'UNICEF

5 décembre - En cette Journée internationale des volontaires, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a souligné lundi l'immense valeur des volontaires du monde entier et que leur engagement et leur passion étaient une source d'inspiration pour tout le monde.

« Saluons ces personnes qui tendent la main aux autres et applaudissons leur action citoyenne mondiale et leur détermination à bâtir un avenir de paix, de prospérité et de dignité pour tous », a déclaré M. Ban dans un message.

Le chef de l'ONU a rappelé que les volontaires contribuent au bien-être des nations et font preuve d'une solidarité à toute épreuve en temps de crise, « qui s'est manifestée partout dans le monde et plus particulièrement au cours de l'année écoulée, lorsque des volontaires ont fourni des abris et une aide de grande ampleur aux millions de réfugiés contraints de quitter leurs foyers du fait des conflits et des persécutions ».

« Les volontaires contribuent à éliminer la pauvreté et à atténuer les incidences des catastrophes. En Haïti, lors des récentes inondations, des milliers de personnes ont aidé les communautés dévastées à se reconstruire. À Sri Lanka, les volontaires ont été essentiels à l'accomplissement d'un exploit : l'élimination du paludisme. Au Mali et en Colombie, des Volontaires des Nations Unies figurent parmi ceux qui s'emploient à instaurer la paix », a-t-il ajouté.

Selon le Secrétaire général, le volontariat offre aux couches les plus marginalisées de la société une possibilité de participer aux prises de décisions. « Les volontaires peuvent user de leur influence pour orienter les débats, questionner les normes sociales et promouvoir les valeurs qui sont chères à tous. Ils jouent un rôle décisif dans la réalisation des objectifs de développement durable », a-t-il noté.

Ban Ki-moon a remercié en particulier les plus de 6.700 Volontaires des Nations Unies (VNU), les 12.000 cybervolontaires des Nations Unies et le milliard de volontaires dans le monde.

« Vous êtes indispensables à l'avenir de l'humanité et de la planète. Votre engagement et votre passion sont une source d'inspiration pour nous tous », a-t-il dit.

L'ONU et ses partenaires lancent un appel de fonds humanitaire de 22,2 milliards de dollars pour 2017



Des enfants réfugiés vivant au Tchad. Photo PAM/Alexis Masciarelli

5 décembre - A un moment où le monde fait face à une crise humanitaire sans précédent, l'ONU et ses partenaires ont annoncé lundi avoir besoin de 22,2 milliards de dollars pour venir en aide à 93 millions de personnes parmi les plus pauvres et marginalisées en 2017.

« L'intensité des crises humanitaires aujourd'hui a atteint un niveau jamais vu depuis la création des Nations Unies. De mémoire, jamais autant de personnes n'ont eu besoin de notre soutien et de notre solidarité pour survivre et vivre en sécurité et dans la dignité », a déclaré le Secrétaire

général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, à l'occasion du lancement de cet appel de fonds à Genève.

« Nos plans collectifs pour répondre aux besoins de ces personnes sont prêts. Ce sont des investissements efficaces et performants – la meilleure manière de venir en aide à ceux qui en ont besoin maintenant. Le financement de ces plans se traduira par une aide alimentaire vitale aux personnes qui sont sur le point de mourir de faim dans le bassin du Lac Tchad et au Soudan du Sud ; il fournira une protection aux personnes les plus vulnérables en Syrie, en Iraq et au Yémen ; et cela permettra de fournir une éducation aux enfants dont la scolarité a été perturbée par El Niño », a-t-il ajouté.

Cet appel de fonds humanitaire est l'aboutissement des efforts de centaines d'organisations humanitaires pour évaluer les besoins et décider des stratégies de réponse collective. Au début de l'année 2017, les plans présentés ce lundi aux bailleurs de fonds internationaux soutiendront des opérations humanitaires dans 33 pays.

Les conflits en Syrie, au Yémen, au Soudan du Sud et au Nigéria sont parmi ceux qui engendrent le plus de besoins humanitaires en entraînant de nouveaux déplacements de populations à l'intérieur des pays et à travers les frontières.

En même temps, les sécheresses, les inondations et les phénomènes climatiques extrêmes ont un impact dévastateur sur les communautés vulnérables. La réponse à ces crises de longues durées a incité la communauté humanitaire à viser une action plus efficace et plus rapide, comme cela a été souligné lors du Sommet humanitaire mondial en mai à Istanbul, en Turquie.

Plus de 93 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire en 2017 dans le monde. L'ONU a lancé lundi à Genève à un nouvel appel de fonds record de 22,2 milliards de dollars pour les assister. Cette demande dépasse de deux milliards celle lancée au début pour 2016. La Syrie va absorber la plus grande partie des fonds, suivie par le Soudan du sud et le Yémen.

Pour l'année 2016, les bailleurs de fonds internationaux ont financé l'appel de fonds à hauteur de 11,4 milliards de dollars, soit seulement 52% des besoins. L'appel de fonds 2016, initialement de 20,1 milliards, s'élève en effet à 22,1 milliards de dollars.

« Les vies de millions de femmes, de filles, de garçons et d'hommes sont entre nos mains », a dit M. O'Brien. « En répondant de manière généreuse à cet appel et en étant efficace nous leur prouverons que nous ne les laisserons pas tomber ».

Le HCR appelle l'Union européenne à renforcer son action en faveur des réfugiés



A Athènes, en Grèce, des réfugiés et migrants dans le camp de Skaramagas. Photo UNICEF/Gripiotis

5 décembre - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé lundi l'Union européenne (UE) à une réforme profonde de l'engagement de l'Europe au bénéfice des réfugiés, notamment le système européen d'asile.

Dans un document présenté à l'UE, le HCR demande à l'Europe d'offrir un soutien plus stratégique et ciblé aux pays d'origine, d'asile et de transit des réfugiés, de revoir ses plans d'aide d'urgence visant à répondre aux besoins des réfugiés et des migrants ainsi que de mettre en place un système d'asile plus efficace et mieux géré.

L'agence onusienne demande également que les États membres de l'UE investissent

davantage pour l'intégration des réfugiés, y compris le logement, l'emploi et la formation linguistique.

« L'année dernière, l'Europe a échoué à mettre en œuvre une réponse collective aux défis posés par l'arrivée de plus d'un million de réfugiés et de migrants. Cela a abouti à des scènes de chaos aux frontières, générant une crise de confiance du public dans la capacité des gouvernements à gérer la situation », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi dans un communiqué de presse.

« Cette crise a également fait le jeu de ceux qui voulaient transformer les réfugiés en boucs émissaires. Il est important que les États membres de l'UE montrent, par une action collective, que l'Europe est capable de gérer les mouvements de réfugiés - de manière efficace et dans le respect des principes - en contribuant à stabiliser les flux de réfugiés à long terme par un engagement externe plus stratégique, tout en continuant d'accueillir les réfugiés en Europe », a-t-il ajouté.

Le HCR appelle l'UE à renforcer l'action en faveur des réfugiés

Le document du HCR intitulé « Améliorer la protection des réfugiés au sein de l'UE et dans le monde » propose des mesures ciblées pour examiner les raisons pour lesquelles les réfugiés fuient et continuent leur voyage loin de leur pays d'origine, des voies d'accès plus sûres pour les réfugiés vers l'Europe et un système d'asile simplifié qui permettrait d'identifier, d'enregistrer et de traiter les arrivées rapidement et efficacement.

« Il est temps de revoir l'engagement de l'Europe face à la crise mondiale des réfugiés, sur la base de son histoire faite de tolérance, d'ouverture et fondée sur des principes de protection, mais aussi par une approche pragmatique et pratique », a déclaré Filippo Grandi. « L'Histoire a démontré que l'Europe est plus forte quand elle aborde conjointement ses défis et je crois fermement que c'est encore possible aujourd'hui ».

Maldives : préoccupée par les divisions, l'ONU appelle au dialogue



Vue aérienne de Malé, la capitale des Maldives. Photo: Nattu

3 décembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit vendredi préoccupé par la polarisation croissante aux Maldives, ce qui rend le dialogue entre le gouvernement et les partis politiques de plus en plus difficile.

«Le Secrétaire général encourage vivement toutes les personnes intéressées à oeuvrer en faveur d'un dialogue inclusif visant à trouver des solutions mutuellement acceptables fondées sur le compromis, la primauté de l'intérêt national et la préservation des principes et des institutions démocratiques», a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

«L'Organisation des Nations Unies réaffirme qu'elle est prête à apporter son appui à un dialogue inclusif et authentique et à poursuivre les efforts de facilitation», a-t-il ajouté.

Gambie : l'ONU félicite la population pour le déroulement pacifique du scrutin présidentiel



Le Secrétaire général Ban Ki-moon, Photo ONU/Mark Garten

3 décembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a félicité vendredi le peuple de la Gambie d'avoir organisé l'élection présidentielle le 1er décembre 2016 de manière pacifique et ordonnée.

M. Ban a notamment félicité la Commission électorale indépendante d'avoir veillé à ce que les conditions nécessaires soient réunies pour l'organisation d'une élection réussie, a précisé son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Selon la presse, le chef de l'Etat gambien Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 22 ans, a reconnu sa défaite au scrutin présidentiel face au candidat d'une coalition d'opposition, Adama Barrow.

Le chef de l'ONU a félicité le Président élu Adama Barrow pour son élection et a salué le Président Yahya Jammeh pour son message félicitant M. Barrow.

"Le Secrétaire général réaffirme que les Nations Unies sont prêtes à continuer de soutenir le peuple et le gouvernement de la Gambie dans leurs efforts pour promouvoir les droits de l'homme, réaliser le développement durable et renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit dans le pays", a dit son porte-parole.